

# « LA FRANCE, DÉGAGE! »

LA LONGUE LUTTE  
DE L'AFRIQUE CONTRE  
L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS



**INTRODUCTION** .....03

**LES GROUPES D'ÉTUDES COMMUNISTES  
DANS LES COLONIES FRANÇAISES EN  
AFRIQUE** .....06

**L'AFRIQUE DE L'OUEST EN PROIE À LA  
DÉPENDANCE MONÉTAIRE** .....18

**NIGER-SAHEL:  
INGÉRENCE EN SURSIS** .....34

# INTRODUCTION

La Journée de la libération de l’Afrique (25 mai) marque la fondation de l’Organisation de l’unité africaine (OUA) en 1963, une étape cruciale dans la lutte du continent contre l’asservissement étranger. Après plus d’un siècle de partition coloniale arbitraire et malgré les efforts néocoloniaux visant à poursuivre la politique du « diviser pour mieux régner », les nouveaux États libérés d’Afrique ont réussi à former une organisation dont les objectifs et les principes exprimaient un caractère anticolonial clair, correspondant aux intérêts de l’Afrique dans son ensemble : souveraineté politique, non-ingérence, éradication complète de toutes les formes de colonialisme et aspiration à l’unité et à la solidarité entre les peuples d’Afrique.

L’OUA a également reflété les défis et les contradictions auxquels l’Afrique libérée se trouvait confrontée. L’unité qui s’était forgée au cours de la résistance au colonialisme a rapidement cédé la place à un processus de différenciation au sein des États nouvellement libérés et entre eux. Sous la direction de quelles classes sociales et sur la base de quel mode de production les nouveaux États africains allaient-ils se développer ? La création de l’OUA a été un compromis entre deux tendances qui se cristallisaient sur le continent : la démocratie révolutionnaire, menée par des personnalités telles que Kwame Nkrumah (Ghana), Sékou Touré (Guinée) et Modibo Keïta (Mali), s’efforçait d’unir l’Afrique sur une base anti-impérialiste et populaire solide, tandis que les forces réformistes et la bourgeoisie comprador, représentées par des dirigeants tels que Léopold Sédar Senghor (Sénégal) et Félix Houphouët-Boigny (Côte d’Ivoire), cherchaient à maintenir le continent dans l’orbite impérialiste de la France et à faire obstacle à un développement de l’Afrique axé sur le socialisme. Ce sont ces contradictions que l’Occident a tenté d’exploiter pour maintenir le continent fragmenté. Tant les réussites que les limites de l’OUA – et de l’Union africaine qui lui a succédé en 2002 – reflètent le fait que ces institutions sont contestées.

Un grand nombre des questions examinées lors du premier sommet de l’OUA en mai 1963 sont encore au centre des débats aujourd’hui. Comment surmonter la balkanisation de l’Afrique imposée par la colonisation ? Serait-il possible

de créer une union douanière ou même une monnaie unique pour le continent ? Les bases militaires étrangères ont-elles encore leur place en Afrique ? Le « non-alignés » est-il une politique étrangère appropriée dans un contexte où l'équilibre des puissances est en train de se modifier ?

À l'occasion de la Journée de la libération de l'Afrique, ce dossier explore la longue lutte de l'Afrique face à un de ses plus grands ennemis : l'impérialisme français. Par le biais de différents mécanismes politiques, économiques et militaires, la France a réussi à maintenir une emprise stricte sur ses anciennes colonies en Afrique, tout en se présentant comme leur grand frère bienveillant. Les trois contributions à ce dossier examinent les tentatives antérieures et actuelles de rupture de ces relations de dépendance et de subordination.

Nathan Macé examine la période cruciale qui a précédé et suivi l'indépendance des colonies françaises, au cours de laquelle le mouvement communiste international a joué un rôle important dans les premières tentatives de création d'une unité entre les forces anti-impérialistes d'Afrique et d'Europe. Les syndicats et les partis politiques panafricains nés de ces initiatives ont rapidement été neutralisés par les machinations politiques de la France - un schéma qui allait se répéter dans les décennies à venir. Macé souligne également comment le réformisme du mouvement ouvrier européen a érodé l'internationalisme et la solidarité anti-impérialiste envers les anciennes colonies.

Georges Hallermayer explique comment le maintien de la dépendance monétaire de l'Afrique de l'Ouest à l'égard de la France paralyse la population locale tout en enrichissant les monopoles étrangers. Il donne un aperçu des tentatives précédentes pour rompre avec la monnaie néocoloniale de la France, le franc CFA, et affirme qu'une nouvelle tentative est actuellement entreprise par une bourgeoisie nationale enhardie, qui remplace les régimes des « compradores » dans de nombreux États d'Afrique de l'Ouest. Il souligne les voies potentielles vers l'indépendance monétaire qui sont actuellement débattues dans la région.

Raphaël Granvaud se concentre sur le coup d'État populaire de 2023 qui a remplacé le régime corrompu du Niger, lequel semblait être le bastion le plus sûr de l'Occident au Sahel après que des coups d'État similaires aient renversé les gouvernements soutenus par la France au Mali et au Burkina Faso.

À la suite de l'intervention de l'OTAN et de la déstabilisation de la Libye en 2011, le conflit s'est étendu à toutes les parties du Sahel, et les États occidentaux ont utilisé ce prétexte pour accroître leur présence militaire dans la zone. L'échec de ces missions et la poursuite de l'exploitation économique de la région ont donné naissance à une revendication populaire au sein du Sahel: « La France, dégage ! » .

Une conclusion partagée par les forces progressistes de la région est que, bien qu'un nouvel élan anti-impérialiste se propage indubitablement en Afrique de l'Ouest, le chemin à parcourir est long et parsemé de contradictions. L'establishment politique français discute actuellement de la manière de perfectionner sa « politique africaine », afin d'éviter une nouvelle perte d'influence dans la région. Le débat en Afrique de l'Ouest sur la viabilité du remplacement du franc CFA est marqué par la discorde et les divisions. Alors que les armées européennes se retirent de la région, le commandement des États-Unis pour l'Afrique maintient un fort ancrage dans les États voisins du Mali, du Burkina Faso et du Niger. Comme l'a conclu l'Organisation des peuples d'Afrique de l'Ouest en mai 2024 : « La patience est nécessaire. Le changement est en marche. Mais il vient à son propre rythme » .

*Matthew Read, Zetkin Forum for Social Research*

# LES GROUPES D'ÉTUDES COMMUNISTES DANS LES COLONIES FRANÇAISES EN AFRIQUE

*Nathan Macé, 21 Mai 2024*

## INTRODUCTION

La fin de la Seconde Guerre mondiale a marqué le début d'une nouvelle ère au 20<sup>e</sup> siècle : les anciennes puissances coloniales européennes étaient considérablement affaiblies, un nouveau système mondial socialiste émergeait en Asie et en Europe de l'Est, et les mouvements de libération nationale en Afrique et en Asie étaient animés par de nouvelles dynamiques. Mais ces aspirations à l'indépendance nationale se heurtaient à l'appareil colonial qui cherchait à maintenir le contrôle sur ces territoires, les ressources et les populations. Pourtant, en un peu moins de vingt ans, cette emprise sur l'Afrique et l'Asie s'effondra, culminant en une décennie au cours de laquelle une multitude de territoires arrachèrent leur indépendance. Les facteurs à l'origine de cette évolution furent nombreux et complexes, mais l'un d'entre eux nous intéresse particulièrement dans cette étude : les Groupes d'études communistes (GEC). Ces organisations sont souvent négligées dans les récits historiques des mouvements d'indépendance en Afrique, malgré leur rôle d'une certaine importance dans ces processus. L'historien communiste français Jean Suret-Canale, qui fut directement impliqué dans les GEC au cours des années 1940-1950, est l'auteur d'une courte publication sur le sujet, *Les Groupes d'études communistes (G.E.C.) en Afrique Noire*, qui constitue la base de cette étude. Dans son livre, Suret-Canale revient sur les GEC, leur organisation, leur composition et l'impact qu'ils purent avoir dans les anciennes colonies françaises. Un ouvrage précieux, tant les sources sur le sujet se font rares. Cet article examine l'expérience des GEC, le contexte colonial qui a conduit à leur création et l'impact qu'ils purent avoir sur les indépendances, mais aussi les mouvements syndicaux en Afrique.

## LES PARTIS DE GAUCHE ET LE CONTEXTE COLONIAL FRANÇAIS

« Si vous ne condamnez pas le colonialisme, si vous ne vous rangez pas du côté des peuples coloniaux, quelle révolution faites-vous ? » déclarait Nguyen Aï Quoc au congrès de Tours de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) en 1920. Celui qui allait plus tard devenir célèbre sous le nom de Ho Chi Minh était le seul représentant des « colonisés » dans les colonies françaises. Son intervention, lors de cet événement charnière pour la gauche française, illustre l'attitude des peuples colonisés à l'égard de cette frange de la classe politique de l'époque. Cette dernière - qui s'est scindée en 1920 entre la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), réformiste, et la Section française de l'Internationale communiste (SFIC, future Parti communiste français), révolutionnaire - avait une position plutôt ambivalente à l'égard des colonies de l'empire français.



*Le congrès de Tours en 1920, où la majorité de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) a voté l'adhésion à l'Internationale communiste.*

En effet, pendant longtemps, la politique de la SFIO et de la SFIC à l'égard des colonies fut surtout marquée par une forme d'opportunisme politique et de désintérêt pour la question coloniale. Si certains militants, comme Paul Louis, théorisèrent la nécessité de discuter du sort des populations des colonies, beaucoup de membres s'en désintéressèrent pendant un temps, préférant se concentrer sur le sort du prolétariat ouvrier de la métropole. Le premier tournant intervient cependant en 1920, lorsque la scission du congrès de Tours est déclenchée par la volonté de la majorité de la SFIO d'adhérer à la Troisième Internationale communiste (Comintern). Les partis politiques désireux d'adhérer à la Comintern devaient alors s'engager à respecter vingt et une conditions, dont la huitième concernait spécifiquement les mouvements anti-impérialistes et de libération nationale dans les colonies.

« Dans la question des colonies et des nationalités opprimés, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies et opprime d'autres nations doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout parti désireux d'appartenir à la IIIe Internationale est tenu de démasquer impitoyablement les entreprises de « ses » impérialistes dans les colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement de libération dans les colonies, d'exiger qu'en soient expulsés les impérialistes nationaux, de cultiver dans les cœurs des ouvriers de son pays une attitude vraiment fraternelle à l'égard de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées, et de poursuivre une agitation systématique parmi les troupes de son pays contre toute oppression des peuples coloniaux. »

Dans les années qui suivent, le Parti communiste français (PCF), baptisé alors SFIC en 1921, multiplie les campagnes d'opposition et de dénonciation de la politique coloniale française. Il s'oppose par exemple à l'intervention française lors de la guerre du Rif en 1924, organisant des grèves avec des centaines de milliers de travailleurs pour dénoncer les actions du gouvernement. La Seconde Guerre mondiale et la montée du fascisme en Europe amenèrent toutefois le PCF à se détourner à nouveau des colonies, toutes ses forces étant désormais concentrées sur la lutte contre les fascistes.



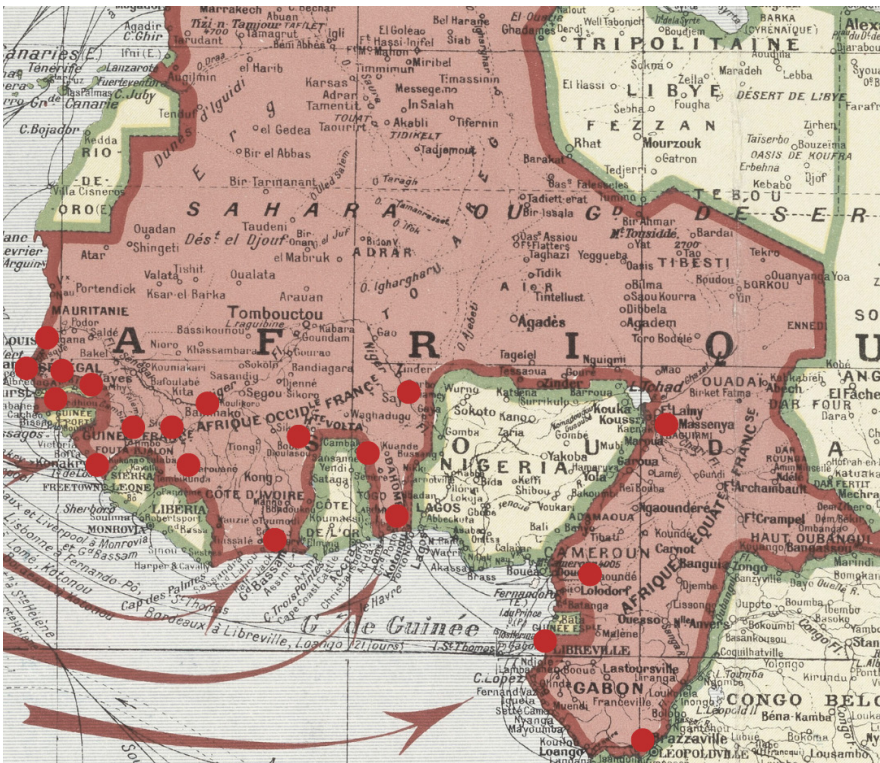
## LES GEC EN AFRIQUE

### LES ORIGINES

Si le PCF défend la lutte contre le colonialisme français à partir de la France métropolitaine, rapidement se posa la question de savoir comment coordonner cette lutte avec celle des populations colonisées. En effet, ce sont elles qui souffraient directement de la politique coloniale française. De fait, à cette période, les demandes d'adhésion au PCF émanant des colonies se multipliaient. Le Parti ne souhaitait cependant pas créer des sections locales du PCF dans les colonies, cherchant plutôt à favoriser l'émergence de partis indépendants propres à chaque territoire, construits par des cadres locaux ayant une connaissance du terrain. Cette idée se retrouve dans une lettre de Raymond Barbé, directeur de la section coloniale du PCF, à Saïfoullaye Diallo, futur ministre de la Guinée indépendante. À la demande de Diallo d'adhérer au PCF, Barbé répond que ce n'est pas souhaitable, mais que cela « n'empêche pas ceux qui le souhaitent, par sympathie pour les idées communistes, de se regrouper dans des Groupes d'études communistes, où ils pourront parfaire leur éducation communiste et leur formation politique en vue de servir au mieux l'orientation et les objectifs de leur parti ».

Dans les années 1940, de plus en plus d'Européens vivant en Afrique rejoignirent des « associations patriotiques » (comme le Groupement des victimes des lois d'exception de l'AOF, le Groupement d'Action Républicain, devenu le Front National, les Amis de Combat, France-URSS, etc). Si ces associations sont alors plutôt de gauches, elles sont exclusivement composées d'Européens, l'administration coloniale étant strictement opposée à toute association entre « indigènes » et Européens. Elles ne représentaient donc qu'une faible proportion de la population des colonies. Ces associations, qui disparaissent progressivement après la Seconde Guerre mondiale, constituent, d'une certaine manière, une forme embryonnaire des GEC. C'est là que certains militants et organisateurs se rencontrèrent avant de créer les premiers GEC, qui remplacèrent progressivement ces associations patriotiques dans les milieux les plus à gauche de la société européenne en Afrique après 1945.

Si les premiers GEC commencèrent à se constituer clandestinement et officiellement dès le début des années 1940, ce n'est donc qu'en 1945 qu'un véritable mouvement est lancé en Afrique, notamment après la publication d'une circulaire du secrétariat du PCF en septembre 1945, qui officialise la volonté de créer des « Groupes d'études communistes ». Dans cette même circulaire, le PCF fixa un certain nombre d'objectifs à ces organisations : d'abord, les GEC devraient s'ouvrir aux populations africaines et ne plus se limiter à une composition européenne ; ensuite, les syndicats déjà présents en Afrique devraient s'unir et la séparation entre syndicats européens et africains être surmontée ; enfin, le but ultime devrait être de créer de nouveaux partis politiques démocratiques et progressistes qui pourraient être les porteurs d'un mouvement de libération. Les programmes de ces partis devraient s'inspirer du nouveau programme du Conseil national de la Résistance (CNR) .



Carte des Groupes d'études communistes (les points rouges) dans les colonies africaines de la France.

La création des GEC fut donc motivée par plusieurs facteurs: d'abord, les demandes incessantes de militants africains de rejoindre le PCF; ensuite, la présence d'organisations patriotiques en Afrique, qui constituèrent un premier point de ralliement ; enfin, l'inspiration théorique de Joseph Staline. En effet, le 18 mai 1925, le secrétaire général du Comité central de l'URSS prononce un discours devant les étudiants de l'Université des peuples d'Orient, dans lequel il explique la stratégie indépendantiste et révolutionnaire à adopter dans les pays colonisés où le prolétariat est particulièrement.

« Nous avons aujourd'hui au moins trois catégories de pays coloniaux et dépendants. Premièrement, des pays comme le Maroc, qui ont peu ou pas de prolétariat, et qui sont industriellement peu développés. Deuxièmement, des pays comme la Chine et l'Égypte, qui sont sous-développés sur le plan industriel et dont le prolétariat est relativement peu nombreux. Troisièmement, des pays comme l'Inde, qui sont plus ou moins développés sur le plan capitaliste et qui ont un prolétariat national plus ou moins nombreux ».

Selon l'analyse du PCF, de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest entraient alors dans la première catégorie, car essentiellement agricoles, sans grande industrie et donc sans véritable prolétariat pour eux. Les militants communistes devaient donc s'atteler à unir leurs forces pour créer un front populaire anti-impérialiste.

Au commencement, les GEC ne furent pas immédiatement réprimés par l'administration coloniale : à l'époque, les communistes sont l'une des premières forces politiques de France métropolitaine, jouissant d'une grande popularité grâce à leur rôle dans la résistance et la libération de l'occupation nazie. Le PCF est d'ailleurs présent dans tous les gouvernements jusqu'en 1947.

En Afrique, les GEC se développèrent progressivement, mais, à l'instar des associations patriotiques, ils ne rencontraient d'abord qu'un succès modéré et n'étaient presque exclusivement composés que d'Européens. Rapidement cependant, des intellectuels africains prirent contact avec les GEC et leur influence auprès des populations africaines s'accrût. Peu à peu, de plus en plus de travailleurs africains rejoignirent ces organisations, partageant une méfiance commune à l'égard de l'administration coloniale et des actions de

la SFIO réformiste. Chaque GEC fonctionnait alors de manière autonome, ne communiquant qu'avec le secrétariat métropolitain de la section coloniale du PCF, ou entre eux au seul niveau régional. Leurs activités étaient multiples : organisation de cercles de discussion politique, animation de sessions de formation théorique, tenue de cours du soir (comme avec la création d'une Université Populaire Africaine à Dakar), rédaction et diffusion de journaux, organisation de manifestations, etc. Les GEC rédigeaient aussi régulièrement des « rapports » destinés au siège métropolitain, dans lesquels ils décrivent la situation économique et sociale de leur région. Les GEC étaient répartis sur tout le continent : en République du Congo, au Sénégal, au Gabon, au Tchad, au Cameroun, au Niger, au Bénin (ex-Dahomey), au Burkina Faso (ex-Haute-Volta), et voir même beaucoup plus loin (Mauritanie, Madagascar et même un peu dans le Pacifique).

Mais les GEC avaient aussi certains défauts et faiblesses. Tout d'abord, leur existence reflétait d'une certaine manière la vision quelque peu « paternaliste » du PCF à l'égard des militants africains, qu'il ne considérait pas prêts à mener une lutte autonome pour l'indépendance. Ce paternalisme était illustré par le fait que la grande majorité des GEC avaient été créés et dirigés pendant un certain temps par les seuls militants européens. Les mouvements d'indépendance africains étant encore en cours de structuration, ces cadres apportaient aux yeux du siège central une certaine « rigueur militante ». Ce lien entre les GEC et la structure centrale du PCF en métropole était principalement dû au fait que le PCF représentait l'un des seuls « relais politique » à Paris des revendications africaines des colonies. Au fur et à mesure que la politique centrale du PCF s'orienta vers un soutien fort aux mouvements d'indépendance dans les colonies, un rôle plus important fut donné aux militants africains, qui prennent progressivement le contrôle des GEC. Néanmoins, les groupes restaient des structures fragiles, fortement dépendantes des membres les plus actifs qui les dirigeaient. Ainsi, il n'était pas rare que certains GEC soient mis en sommeil, voire disparaissent complètement, en cas de départ d'un ou deux membres clés. De plus, après l'effondrement de la coalition gouvernementale en France métropolitaine en 1946/47, l'administration coloniale devient de plus en plus répressive à l'égard de ces « cellules d'agitation politique communiste », où la collaboration entre Européens et Africains s'accroît.

Un exemple de cette répression concerne l'important GEC de Dakar, dont Jean Suret-Canale était notamment membre. En février 1949, alors qu'une grève des travailleurs est organisée pour réclamer une augmentation des salaires, le diri-geant syndical CGT sénégalais Abbas Gueye est poursuivi pour « grève illégale », tandis que Jean Suret-Canale est arrêté au petit matin et expulsé par le premier avion en direction de la France métropolitaine. À la suite d'un mouvement de protestation contre ces décisions, un mois plus tard, de nombreux militants sont de nouveaux arrêtés, licenciés et expulsés du territoire. Cette méthode d'expulsion des membres européens des GEC vers la métropole, classique de l'administration coloniale, visait à déstabiliser l'organisation interne des GEC. Si elle fut souvent efficace dans un premier temps, elle contribua aussi, presque ironiquement, au renforcement de l'autonomie des militants africains, qui reprirent alors la direction des GEC ou se tournèrent vers les nouveaux partis progressistes.

Mais la répression contre les GEC et contre les mouvements syndicaux en général prit également des formes plus violentes et dramatiques. Fin septembre 1945, des colons armés tirèrent sur des grévistes qui manifestaient dans les rues de Douala (Cameroun), tuant des centaines de personnes. Suite à ces événements, plusieurs membres européens du GEC de Yaoundé furent arrêtés et déportés en France, marquant la fin du Groupe local. À noter que les militants africains locaux reconstituèrent alors leur propre GEC en 1948.

## **LES GEC ET LE RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE AFRICAIN (RDA)**

En octobre 1946, lors d'un congrès tenu à Bamako (Mali), le Rassemblement démocratique africain (RDA) vit le jour, conçu comme une fédération panafricaine de grands partis sur une base anticolonialiste. Malgré de nombreuses tentatives de torpillage du congrès (plusieurs hommes politiques de premier plan, comme Léopold Sédar Senghor, s'y opposèrent, sous l'influence de leurs alliés de la SFIO), les délégués réussirent à créer le nouveau parti, notamment grâce à l'aide du PCF, qui espérait que le RDA deviendrait le front uni anticolonial qu'il cherchait depuis longtemps à promouvoir en Afrique. Les forces pro-coloniales ne voyaient évidemment pas d'un bon œil ce nouveau souffle anti-impérialiste. La SFIO, qui craignait particulièrement de perdre

son influence en Afrique, chercha à diviser pour mieux régner, en soudoyant par exemple certains dirigeants politiques pour qu'ils s'opposent au RDA. Le groupe parlementaire du PCF, quant à lui, se rapprocha rapidement des dirigeants de la nouvelle Fédération panafricaine.

« Avec une apparence de raison, ils (les colons) ont dénoncé le fait que nous étions élus seulement par une minorité d' Africains. Or ce n'était pas nous qui avons établi le collège électoral. C'étaient les colons ... Nous avons donc demandé que nous soyons appuyés par un grand mouvement africain, un grand mouvement populaire qui pourrait soutenir notre action au Parlement français, prolonger l'action que nous-mêmes nous venions de mener dans la diversité... Mais nous avons compté sans les impétinents de la division... » - Félix Houphouët-Boigny

Le rôle des GEC dans ce processus de création ne doit pas être sous-estimé, car beaucoup des grands noms qui prirent part au congrès de Bamako avaient été membres de groupes marxistes à l'époque. Parmi eux, Léon M'Ba (GEC de Libreville, futur président du Gabon), François Tombalbaye (GEC de N'Djamena, futur président du Tchad) et Modibo Keita (GEC de Bamako, futur président du Mali). Quelques mois avant le congrès, plusieurs dirigeants du GEC se rendirent au siège du PCF à Paris pour discuter de la possibilité de créer un front uni en Afrique française. Le PCF aida ces militants africains à rédiger un manifeste, que les GEC utilisèrent par la suite pour convaincre les dirigeants africains de rejoindre le RDA.

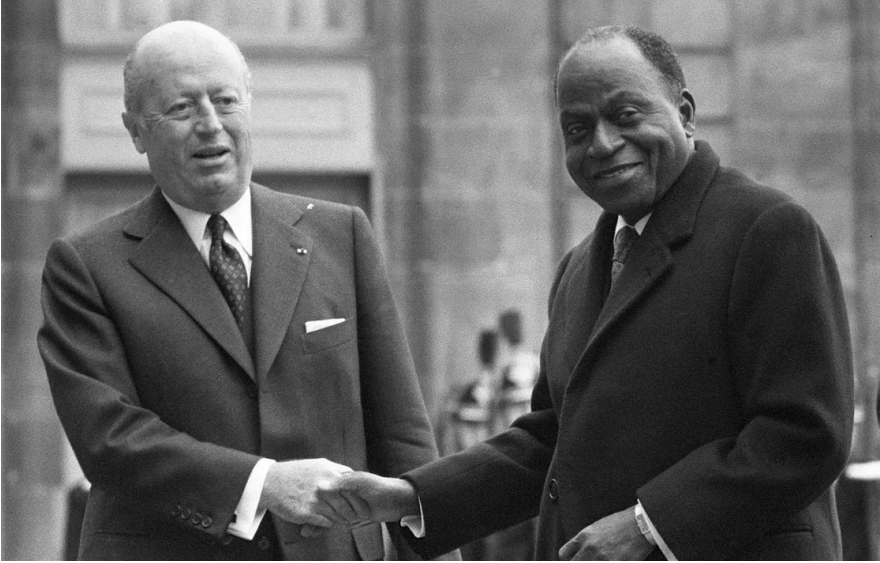
Par la suite, les GEC continuèrent pendant un temps à entretenir des liens avec le RDA, notamment grâce aux appartenances communes de beaucoup de leurs membres. Mais de fait, à partir de 1946 et de la création du RDA, les GEC se retirèrent progressivement de l'activisme politique local pour se concentrer sur leur activité première : la formation et l'éducation de la nouvelle génération de militants. Mais leurs liens avec le PCF et le RDA firent d'eux une constante cible de la répression coloniale. Ainsi, le 13 avril 1950, l'US-RDA (section sénégalaise du RDA) organisa une manifestation antifranquiste devant le consulat d'Espagne à Dakar. Trente-huit membres du RDA et du GEC local furent alors arrêtés et sept d'entre eux condamnés à des peines allant jusqu'à six mois de prison, ou déportés en France. Progressivement, les

sections locales du RDA remplacèrent les différents GEC, également africanisés au fil du temps. Au début des années 1950, la plupart des GEC avaient été absorbés par les structures du RDA.

Toutefois, face à la répression coloniale massive et à la vague d'anticommunisme en métropole, l'unité du RDA ne tarde pas à se rompre. Félix Houphouët-Boigny, le premier président du RDA, devenu plus tard président de la Côte d'Ivoire, négocia avec le gouvernement français en 1950 pour s'assurer une position politique en échange de l'éviction des membres communistes du mouvement. Sur ordre d'Houphouët-Boigny, les députés RDA à l'Assemblée nationale française abandonnèrent le groupe parlementaire du PCF pour s'intégrer au groupe centriste du gouvernement. Cette trahison fractura la base du RDA dans toute l'Afrique et les dix années qui suivirent furent marquées par une forte répression et la mise à l'écart de la plupart des membres d'obédience communiste. Le RDA finit par s'effondrer complètement en 1960, alors que les nouveaux partis indépendants d'Afrique s'efforçaient de se mettre d'accord sur une ligne politique pour le Rassemblement et sur les voies futures du développement de leurs pays respectifs.



## CONCLUSION



*Jacques Foccart, homme d'affaires français et conseiller principal des présidents français pour les affaires africaines, accueille Félix Houphouët-Boigny à Paris en 1973.*

Les Groupes d'études communistes représentèrent un phénomène transitoire dans la longue lutte anticoloniale du 20<sup>ème</sup> siècle. De fait, ils ne peuvent être compris en dehors de leur contexte historique. Les GEC sont nés dans la phase finale de la Seconde Guerre mondiale, lorsque les communistes, les sociaux-démocrates et les libéraux étaient encore unis dans la lutte internationale contre le fascisme. Cependant, lorsque ce front antifasciste s'est effondré dans la seconde moitié des années 1940, l'anticolonialisme résolu des communistes s'est heurté de plein fouet aux politiques pro-impérialistes des libéraux et des sociaux-démocrates français. L'appareil colonial fut déployé pour diviser et détruire les GEC et le mouvement panafricain dans son ensemble.

La rareté de la documentation sur les GEC et l'hostilité à l'égard des organisations alignées sur l'Union soviétique dans le tiers-monde ont fait que l'histoire de ces groupes a longtemps été négligée, minimisée ou tout simplement passée sous silence. Cependant, sans leur attribuer un rôle et une importance qui



n'étaient pas les leurs, il faut reconnaître que les GEC ont exercé une influence significative sur la lutte anticoloniale et le développement des partis politiques en Afrique. La longue liste des militants membres de ces organisations le prouve : Félix-Roland Moumié, Léon M'Ba, François Tombalbaye, Ruben Um Nyobé, Ousmane et Alassane Ba, Modibo Keïta, Abdoulaye Diallo et bien d'autres. Ces personnalités, qui ont façonné l'histoire politique de l'Afrique et la lutte contre le colonialisme, ont été à plusieurs reprises actives au sein des GEC.

Comme décrit ci-dessus, certains des membres les plus éminents des GEC et de la RDA ont fini par trahir la lutte anti-impérialiste en Afrique afin de s'assurer le pouvoir. Ce phénomène reflète le processus de différenciation qui s'est déroulé dans le tiers-monde à mesure que la lutte anticoloniale progressait. Les classes nationales qui avaient jusqu'alors été unies dans leur opposition au colonialisme cherchèrent à s'assurer que leurs propres intérêts façonneraient les nouveaux États indépendants. Alors que des personnalités comme Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire) et Léopold Senghor (Sénégal) ont intégré leur pays dans l'orbite néocoloniale de la France, d'autres, comme Sékou Touré (Guinée) et Modibo Keïta (Mali), ont mené la révolution sociale anti-impérialiste en Afrique pendant de nombreuses années. Les GEC ont non seulement rassemblé une génération de militants, mais ont également contribué à l'organisation des forces syndicales en Afrique, comme l'Union générale des travailleurs d'Afrique noire, le plus grand syndicat d'Afrique, fondé en 1957 sous la direction de Sékou Touré. Si l'on garde à l'esprit les trois objectifs principaux fixés par le PCF en 1945 - un meilleur ancrage de la lutte au sein des populations locales, la coordination et l'unité des syndicats, et la création de partis anticolonialistes progressistes en Afrique -, l'expérience des GEC peut être considérée comme plutôt réussie.

Afin d'en apprendre davantage sur les expériences précieuses de construction et de maintien des GEC, il sera nécessaire d'effectuer un examen plus approfondi : se plonger dans les études de Suret-Canale et traquer ses sources. Ce bref rapport de recherche est une porte ouverte à une telle approche et ne demande qu'à être enrichi.

# L'AFRIQUE DE L'OUEST EN PROIE À LA DÉPENDANCE MONÉTAIRE

*Georges Hallermayer 9 septembre 2022,  
dernière mise à jour 24 avril 2024*

Depuis plus de dix ans, l'Afrique est engagée dans une “seconde vague d'indépendance”, s'efforçant d'acquérir la souveraineté sur les ressources économiques après la libération politique obtenue dans les années 1960. Dans de nombreux pays, une bourgeoisie nationale remplace la “bourgeoisie compradore”, certains invoquant l'héritage panafricain de leaders anti-impérialistes tels que Mobido Keïta au Mali ou Kwame Nkrumah au Ghana. Les différences idéologiques, y compris la relation avec la République populaire de Chine, masquent souvent les divisions de classe. Cette “deuxième vague” se caractérise par l'effort de reconstruction de l'État-nation : dans un premier temps, pour garantir la sécurité des citoyens, puis pour développer une économie forte afin de lutter contre la pauvreté et le chômage de masse. Cette deuxième étape comprend également le débat controversé autour des monnaies nationales, qui est au centre de cet article.

## **UN CONTINENT SOUS DÉPENDANCE NÉOCOLONIALE**

Depuis des décennies, les sommets de l'Union africaine sont dominés par la crise de la dette, montée de toutes pièces par le Fonds monétaire mondial et la Banque mondiale, avec le soutien politique de l'administration de l'ONU. Il s'agit d'une politique de crédit qui exige des bénéficiaires qu'ils “mettent en œuvre” des réformes structurelles en échange d'un allègement de la dette. En 2018, puis en 2023, le président du Sénégal, Macky Sall, a publiquement dénoncé cette approche, qualifiée de “consensus de Washington”.

Dans son ouvrage de 1965 intitulé “Neocolonialism - The Last Stage of Imperialism”, le premier président du Ghana, Kwame Nkrumah, a énuméré

les mécanismes “structurels” utilisés pour maintenir les nouveaux États indépendants dans la dépendance néocoloniale: premièrement, outre les assassinats et les coups d'état militaires, il y a l'influence directe exercée par les conseillers présidentiels et les envoyés spéciaux “auxquels les donateurs font confiance à des postes importants”. Deuxièmement, ce que l'on appelle “aide au développement” et “soutien budgétaire” sont en fait des “paiements pour l'appareil d'État” corrompteurs. Enfin, il existe un “contrôle invisible des transactions monétaires avec les pays étrangers par la mise en place d'un système bancaire central contrôlé par les puissances impériales”.<sup>1</sup>

L'un des instruments néocoloniaux les plus flagrants est le franc de la Communauté financière africaine, le franc CFA, qui est utilisé dans toute l'Afrique francophone occidentale et centrale. Comme l'ont écrit l'économiste sénégalais Ndongo Samba Sylla et la journaliste française Fanny Pigeaud dans leur livre “Africa's Last Colonial Currency : L'histoire du franc CFA” : “Le CFA est plus qu'une simple monnaie. Le franc CFA permet à la France de gérer ses relations économiques, monétaires, financières et politiques avec certaines de ses anciennes colonies, selon une logique conforme à ses intérêts.”<sup>2</sup>

## **LES TENTATIVES HISTORIQUES “D'AFREXIT” EN GUINÉE ET AU MALI**

Après que la Guinée a quitté l'union monétaire CFA avec le franc guinéen en 1960, Charles de Gaulle n'a pas pu empêcher “l'Afexit” du Mali en 1962. Au Togo voisin, l'assassinat du président Silvanus Olympio le 13 janvier 1963 - deux jours seulement avant la sortie prévue de la zone CFA - a permis de maintenir le pays dans l'orbite impérialiste de la France.<sup>3</sup> Par la suite, la Guinée a été punie par Paris non seulement par des “barrières commerciales”, mais aussi par de faux billets de francs guinéens fabriqués par les services secrets français.<sup>4</sup>

Mobido Keïta, président du Mali après l'indépendance du pays en 1960, avait tenté de développer l'autonomie économique et de poursuivre une “voie de développement non capitaliste”<sup>5</sup> en émettant un franc malien qui avait été imprimé en Tchécoslovaquie. Cependant, en 1968, il a été renversé par les militaires du colonel Moussa Traore et emprisonné pour le reste de sa vie. Il faudra néanmoins attendre 1984 pour que le Mali soit réintégré dans le CFA ouest-africain.<sup>6</sup> Le Mali ne doit plus déposer 100 % de ses réserves de devises auprès de la *Banque de France*, comme c'était le cas

avant 1973, mais seulement 65 %. Depuis 2005, il ne dépose plus que 50 % de ses réserves monétaires à Paris, mais 20 % supplémentaires pour les “engagements financiers”.<sup>7</sup>

## **LA PUNITION DE KADHAFI POUR AVOIR SOUTENU L'AFREXIT**

Si la protection des droits de l'homme et de la démocratie a été la justification officielle de la mise à l'écart du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi en 2011, ce n'était qu'un prétexte pour l'intervention militaire de l'Occident dans le pays. Dans des fuites de courriels datant d'avril 2011 (publiées par la suite par Julian Assange), il a été révélé pourquoi des responsables américains comme Hilary Clinton et son proche conseiller Sidney Blumenthal étaient si préoccupés par le dirigeant libyen : “Le gouvernement de Kadhafi détient 143 tonnes d'or et une quantité similaire en argent.... Cet or a été accumulé avant la rébellion actuelle et devait être utilisé pour créer une monnaie panafricaine basée sur le dinar d'or libyen. Ce plan a été conçu pour fournir aux pays africains francophones une alternative au franc français (CFA)”<sup>8</sup>

Le courriel cite également un commentaire de la source : “Selon des personnes bien informées, cette quantité d'or et d'argent est évaluée à plus de 7 milliards de dollars. Les services de renseignement français ont découvert ce plan peu après le début de la rébellion actuelle, et c'est l'un des facteurs qui a influencé la décision du président Nicolas Sarkozy d'engager la France dans l'attaque de la Libye.”

## LES MÉCANISMES D'EXPLOITATION

Le *Conseil économique, social et environnemental* français avait déjà fait état, dans son rapport de 1970, des “avantages indiscutables” du CFA pour la France, c'est-à-dire pour le capital monopolistique français :<sup>9</sup>

1. Le Trésor *public* français percevait souvent des intérêts négatifs sur les dépôts de devises. Le Mali et les autres pays du CFA n'ont donc pratiquement pas perçu d'intérêts sur leurs dépôts ; au contraire, ils ont généralement dû les payer.<sup>10</sup>
2. Les plus-values éventuelles étaient utilisées comme aide au développement par la France sous forme de prêts, qui devaient ensuite être remboursés avec des intérêts. Toutefois, les pays du CFA ne pouvaient pas utiliser leurs propres réserves comme garantie de prêt, car elles étaient détenues par le Trésor français. Ils devaient donc emprunter aux conditions du marché (principalement auprès de la France), leur solvabilité étant évaluée en conséquence et, selon celle-ci, le taux d'intérêt fixé par les agences de notation telles que Moody's, Fitch et Standard & Poor's - ce qui a été vivement critiqué en 2019 par Macky Sall, président du Sénégal et président en exercice de l'Union africaine, lors d'un symposium réunissant plusieurs chefs d'État d'Afrique de l'Ouest.<sup>11</sup>
3. Les entreprises françaises opérant dans la région CFA peuvent librement rapatrier leurs fonds sans encourir de risque de change.
4. La France peut payer les importations en provenance des pays du CFA avec sa propre monnaie et économiser ainsi des devises pour d'autres engagements, ce qui était particulièrement avantageux lorsque le franc français était faible et “instable”.
5. En fournissant des FrancsCFA à un taux fixe, le seigneurage (la différence entre le coût d'émission de la monnaie et sa valeur nominale) a effectivement été versé à la France et à la Banque centrale européenne.<sup>12</sup>

Le professeur Kai Koddenbrock et l'économiste sénégalais Ndongo Samba Sylla ont décrit comme suit les "gagnants et les perdants" du système CFA :<sup>13</sup>

	<b>VAINQUEURS</b>	<b>LES PERDANTS</b>
<b>Statut social</b>	<p><b>Classe moyenne supérieure et classes supérieures (y compris les dirigeants des banques centrales et les élites politiques)</b></p> <p>Bénéficiaire d'une faible inflation, d'une monnaie forte, de l'absence de risque de change et de la libre transférabilité.</p>	<p><b>Classes populaires et travailleurs non qualifiés en dehors du secteur moderne, nouveaux demandeurs d'emploi</b></p> <p>Subissent les conséquences des politiques déflationnistes : stagnation des revenus et faible création nette d'emplois décents. creation of decent jobs.</p>
<b>Entreprises</b>	<p><b>Entreprises multinationales et autres entreprises étrangères</b></p> <p>Bénéficiaire d'une faible inflation (coûts salariaux peu élevés), de l'absence de risque de change et de la libre transférabilité.</p>	<p><b>Producteurs locaux et entreprises locales</b></p> <p>Ils souffrent d'une pénurie de crédits bancaires, de taux d'intérêt bancaires élevés et de l'ancre à l'euro.</p>
<b>Commerce extérieur</b>	<p><b>Commerce et autres services</b></p> <p>Bénéficiaire d'une faible inflation et de la parité de l'euro (qui rend les produits importés bon marché par rapport aux produits locaux).</p>	<p><b>Agriculture et industrie</b></p> <p>souffrent d'une pénurie de crédits bancaires et de taux d'intérêt bancaires élevés, ainsi que d'une surévaluation de leur monnaie en raison de l'arrimage à l'euro.</p>
<b>Secteurs économiques</b>	<p><b>Importateurs</b></p> <p>Bénéficiaire de l'ancre à l'euro et de l'absence de risque de change.</p>	<p><b>Exportateurs de biens autres que les produits primaires</b></p> <p>Ils souffrent d'une pénurie de prêts bancaires, de taux d'intérêt bancaires élevés et de l'arrimage à l'euro.</p>
<b>Finances</b>	<p><b>Banques de la zone franc</b></p> <p>Bénéficiaire d'une situation d'oligopole et de taux d'intérêt réels élevés.</p> <p><b>Marchés financiers et banques internationales</b></p> <p>Bénéficiaire de taux d'intérêt réels élevés (notamment dans un contexte de politique de taux d'intérêt zéro dans les pays du Nord) et de volumes importants de flux financiers illicites.</p>	<p><b>Ménages, PME et États</b></p> <p>Ils souffrent d'une pénurie de crédits bancaires et de taux d'intérêt bancaires élevés. Les États doivent compter sur des fonds extérieurs pour financer le développement et les investissements productifs.</p> <p><b>États</b></p> <p>Souffrir de la volatilité des investissements directs étrangers et des coûts d'emprunt élevés sur les marchés internationaux. Dans un contexte de politiques de taux d'intérêt zéro, les États émettent des euro-obligations à 6-7 % alors que le rendement réel de leurs réserves de change est négatif.</p>

En résumé, le système monétaire du CFA favorise le secteur commercial, les importateurs, les multinationales et les classes moyennes. Il entrave le développement de l'industrie et de l'agriculture, des petites et moyennes entreprises locales et des exportateurs. Cette réalité a été démontrée de manière choquante au Mali et dans d'autres pays lors de la "révision du traité CFA" en 1994, lorsque ces États ont connu une dévaluation de 50 % de leur monnaie du jour au lendemain.<sup>14</sup> La dette publique a grimpé en flèche et la pauvreté s'est installée durablement.

## SIGNES DE PROTESTATION ET DE CHANGEMENT

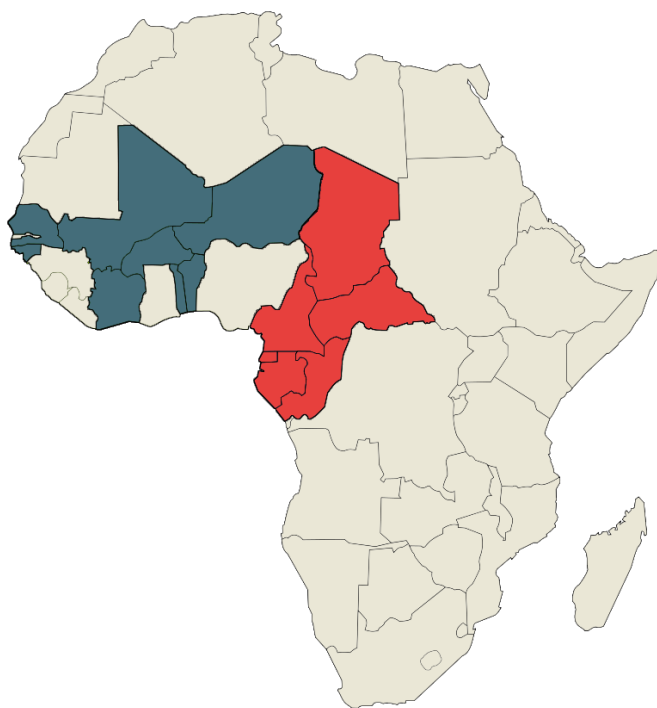
L'année 2017 a marqué une rupture : d'une part, les manifestations contre le franc CFA sont descendues dans la rue, culminant avec l'incendie symbolique d'un billet de 5 000 francs ; d'autre part, le débat politique sur le franc CFA et la "*France dégagée*" s'est intensifié.<sup>15</sup> Le défunt président tchadien Idriss Deby Itno avait déclaré en 2015 que le CFA "tirait les économies africaines vers le bas" et qu'il était "temps de couper le cordon qui empêche l'Afrique de se développer".<sup>16</sup>

Trois fronts ont émergé sur la question de la monnaie, comme les a appelé Jeune Afrique :<sup>17</sup>

- Les „gardiens du temple“, les tenants du statu quo, comme Alassane Ouattara, président de la Côte d'Ivoire, et Lionel Zinsou, premier ministre du Bénin.
- Les „réformistes“, dont l'ex-ministre togolais Kako Nubukpo, „commissaire“ à la Banque des États d'Afrique centrale (BEAC), qui a dû démissionner de son poste de directeur de l'Organisation internationale de la Francophonie en raison de ses critiques fondées.<sup>18</sup>
- Les “iconoclastes” qui veulent abolir le CFA.<sup>19</sup> Comme l'a dit le conseiller présidentiel togolais Dela Apedjinou : “Le continent africain doit parvenir à l'indépendance monétaire. Le système CFA y fait obstacle”.<sup>20</sup> Ndongo Samba Sylla est également d'avis que les États doivent viser une souveraineté totale sur leur monnaie. Influencé par la Modern Monetary Theory (MMT), une école de pensée post-keynésienne, il pense que les États d'Afrique de l'Ouest

pourraient promouvoir une production agricole plus diversifiée et l'industrialisation par le biais d'une politique monétaire souveraine. Cependant, cette approche alternative montre également qu'une politique monétaire souveraine doit aller de pair avec d'autres mesures de politique économique et qu'elle constitue une solution nécessaire mais non suffisante.

## LA LENTE FIN D'UNE MONNAIE COLONIALE



*Carte des deux zones monétaires du franc CFA : l'UEMOA avec la banque centrale BCEAO en bleu et la CEMAC avec la banque centrale BEAC en rouge*

Comme le montre la carte de l'Afrique de l'Ouest, le franc CFA sépare deux zones monétaires avec deux banques centrales distinctes orientées vers Paris : la BEAC (Banque des États de l'Afrique centrale) à Yaoundé, au Cameroun, et la BCEAO (Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest) à Dakar, au Sénégal.<sup>21</sup>





Au tournant du millénaire, le tout nouveau Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) a commencé à intensifier ses efforts en faveur d'un développement indépendant de l'Afrique. Même s'il n'y a pas de lien direct avec le débat sur la monnaie, la discussion sur l'intégration africaine et l'autonomie nationale a été et continue d'être influencée par ce forum.

La question n'est pas "comment sortir du franc CFA, mais surtout de quelle monnaie avons-nous besoin pour transformer notre économie et notre société", comme le dit le sociologue camerounais Martial Ze Belinga. "La monnaie que nous voulons est une monnaie au service du crédit, de l'emploi et de l'écologie. C'est tout un agenda, tout un paradigme qui se met en place et qui ne peut pas être le paradigme actuel, dont la rationalité est l'économie rentière et prédatrice" (Kako Nubukpo).<sup>22</sup>

En 2000, le Ghana, le Nigeria, la Guinée, la Gambie et la Sierra Leone ont fondé la "zone ECO" (rejointe en 2010 par le Liberia) afin de créer une monnaie commune. Leurs monnaies nationales ne sont pas liées à l'euro. Cependant, même l'économie la plus forte d'Afrique, le Nigeria, n'est pas en mesure de satisfaire aux quatre critères de convergence convenus : stabilité des prix, déficit budgétaire, réserves financières et financement de démarrage.

En 2005, le sommet de la CEDEAO a reporté l'introduction d'une monnaie commune à 2015, mais même l'année du FOCAC à Johannesburg, avec la promesse de 60 milliards de dollars de la Chine, les projets sont restés en suspens et l'introduction a été reportée à 2020.

En 2019, les présidents français Macron et ivoirien Ouattara ont pris la CEDEAO - qui venait de définir les critères de convergence pour une monnaie unique- à contre-pied en faisant introduire l'ECO par huit États ouest-africains de l'UEMOA (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo) à la fin de l'année 2020. Le transfert de la parité vers l'euro a été mis en œuvre sans consultation. L'avantage que Paris tire du CFA a donc été de *facto* étendu à l'Allemagne, comme l'a conclu Kako Nabukbo.<sup>23</sup> Les États membres de l'ECO, menés par le Nigeria et le Ghana, ont condamné l'action unilatérale des États de l'UEMOA.

Sous la pression, Macron a concédé deux points : Retirer le représentant de la France (avec droit de veto) des banques centrales du CFA et laisser les réserves de

devises aux banques centrales elles-mêmes. En 2021, la CEDEAO a une nouvelle fois reporté à 2027 l'introduction de l'UEMOA-CEE soutenue par l'UE.<sup>24</sup>

## LES DÉFIS ET LES SCÉNARIOS POSSIBLES

Dans une interview accordée le 1er septembre 2020<sup>25</sup>, le professeur Kako Nubukpo a souligné trois défis majeurs : premièrement, abolir le symbolisme néocolonial de l'acronyme CFA et le remplacer par un nom africain ; deuxièmement, déterminer le niveau d'intégration approprié pour une nouvelle union monétaire, par exemple le budget fédéral et les politiques communes ; et troisièmement, trouver le bon niveau pour le change des monnaies nationales dans la nouvelle monnaie régionale, par exemple le naira du Nigéria ou le cedi du Ghana. Selon lui, le scénario le plus accepté actuellement est l'ECO-CFA avec un taux de change fixe par rapport à l'euro et l'inclusion progressive des États de la CEDEAO dans le groupe UEMOA (comme le Ghana, la Guinée, le Liberia, etc.), étant donné que la plupart des critères de convergence fixés pour l'adhésion à l'ECO sont remplis par les États membres de l'UEMOA.

Cependant, Nubukpo envisage un deuxième scénario dans lequel la convergence ne se fait pas vers les États de l'UEMOA mais vers les États membres de la CEDEAO. Un troisième scénario offrirait une "coexistence monétaire" au sein de la région de la CEDEAO, avec un Naira commun des États membres originaux de la CEDE. Enfin, une quatrième possibilité serait la "dualité monétaire", avec l'ECO comme monnaie commune, mais fonctionnant parallèlement à la monnaie nationale de chaque pays.

Compte tenu de la faiblesse de l'euro suite à la crise des sanctions - le franc CFA a perdu 24% par rapport au franc guinéen entre août 2021 et août 2022<sup>26</sup> - mais aussi de la dédollarisation des pays BRICS notamment, le débat sur la monnaie d'ancrage de l'OCE, mais aussi sur l'émission d'une monnaie nationale propre, sera encore alimenté, même si la *Banque de France* souligne que la robustesse du franc CFA en Afrique de l'Ouest et du Centre a permis d'absorber une partie des chocs économiques successifs.<sup>27</sup> Au Nigeria, la pénurie de liquidités lors de la réémission du Naira a été telle que le franc CFA est utilisé comme monnaie pour les transactions commerciales dans les régions frontalières avec le Bénin, le Cameroun et le Niger et qu'il est officiellement accepté depuis février 2023.

Les différends concernant l'autonomie économique, la sortie de la

dépendance néocolonialiste et, en particulier, la voie de développement monétaire de l'Afrique font l'objet de vifs débats. Une monnaie unique englobant l'Union économique de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pourrait-elle constituer une étape supplémentaire vers la mise en œuvre de la zone de libre-échange africaine (ZLEA) ? Ou bien les partisans d'une monnaie nationale l'emporteront-ils afin de se développer de manière coopérative dans un monde multipolaire ?

La suite des événements ne se jouera pas seulement en Afrique de l'Ouest. La Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) a également décidé de ne plus utiliser le franc CFA et a l'intention de fermer complètement le compte d'opérations à la *Banque de France*, où elle ne détient actuellement que 50 % de ses réserves de change. Les représentants français au sein des organes de décision et de contrôle de la BEAC, la banque centrale régionale, seront supprimés.

## **ALLIANCE DES ETATS DU SAHEL - LE RÊVE DE L'INDÉPENDANCE**

Une série de coups d'état militaires en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale a également ébranlé ce débat. Les gouvernements de transition du Tchad, de la Guinée et du Gabon ont accepté la puissance néocoloniale de la France lors de négociations et ont ensuite été largement reconnus par la CEDEAO pour leur parcours de "retour à la démocratie". En revanche, la CEDEAO a renforcé les sanctions économiques contre le Mali et le Burkina Faso depuis 2020. La CEDEAO a même envisagé d'intervenir militairement contre le nouveau gouvernement du Niger. Face à ce danger réel - le Sénégal était armé et le Bénin a accordé à l'armée nigérienne un droit de passage au Niger - le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont conclu un pacte d'assistance mutuelle le 16 septembre 2023. Cette "Charte du Liptako-Gourma" fonde l'Alliance des États *du Sahel* (AES), qui prévoit la mise en place d'une "architecture de défense collective et de soutien mutuel". Le premier sommet au niveau ministériel a eu lieu le 25 novembre 2023 à Bamako, capitale du Mali. Les ministres ont adopté dix-huit recommandations pour promouvoir l'intégration politique et économique, par exemple pour assurer la libre circulation des personnes et des biens et pour promouvoir l'industrialisation. Dans leur déclaration, ils ont annoncé la création d'un fonds commun de stabilisation, d'une banque commune d'investissement et l'intention de former une confédération.<sup>28</sup>



*Représentants du Mali, du Burkina Faso et du Niger lors de la formation de l'Alliance des États du Sahel, Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale du Mali*

En décembre 2023, le président intérimaire du Burkina Faso parle à nouveau de l'établissement d'une union monétaire et de la création d'une confédération. Cela permettrait de réaliser le rêve de souveraineté et de mettre enfin un terme aux onze clauses des traités coloniaux signés avec la France lors de l'indépendance le 26 décembre 1959 (troupes d'occupation, FrancCFA, confiscation des réserves monétaires nationales, langue officielle française, etc.)

Bien que prévisible, la nouvelle de la sortie de l'ASS de la CEDEAO a fait l'effet d'une bombe le 28 janvier 2024 (bien que cela ne puisse se réaliser que dans un an selon les statuts de la CEDEAO). Denis Sindete, rédacteur en chef de "La Flamme", l'organe du PCB du Parti communiste béninois, a rapporté avec enthousiasme qu'un fonds de solidarité avait été créé au Niger.

Le marché financier est également en proie à des turbulences. Le Burkina Faso a été contraint de reporter sine die l'émission d'obligations d'État d'une valeur de 58 milliards de dollars. Les investisseurs n'étaient prêts à souscrire qu'à environ la moitié du montant. L'agence de notation Moody's constate déjà un effet boomerang pour les banques ouest-africaines.

## **LA QUESTION D'UNE MONNAIE**

## NATIONALE OU COMMUNE

Le Mali hésite actuellement à abandonner le franc CFA : Le ministre des Affaires étrangères Abdoulaye Diop a confirmé le 1er février 2024 que le pays resterait dans l'UEMOA. L'expérience des sanctions financières imposées par la banque centrale BCEAO, qui ont coupé le Mali de son propre système financier, a probablement joué un rôle dans le fait que le Mali a immédiatement déclaré qu'il resterait dans l'Union. Le Burkinabé Ibrahim Traoré, quant à lui, envisage toujours de se retirer de la FrancCFA. Ce qui continue d'unir les trois États de l'ASS, c'est la question de la protection de leurs frontières et de la lutte contre les groupes terroristes dans la région.

Une commission d'experts a été mise en place lors du sommet de l'ASS en



*“À bas la CEDEAO, vive l’AES.”*

novembre 2023. Elle a pour mission d'examiner l'introduction d'une monnaie commune. Une banque centrale distincte devrait être créée et la convertibilité de la monnaie devrait être garantie par un support en or ou en devises. La politique monétaire convenue devra choisir entre un taux de change fixe et un taux librement convertible. Des questions techniques telles que la production de billets de banque, la frappe de pièces de monnaie, etc. devraient être clarifiées. Le Conseil des ministres de l'ASS a proposé un fonds de stabilité pour sécuriser les finances publiques et amortir les hausses de prix. Une banque d'investissement devrait assurer l'attractivité de l'ASS pour les investisseurs

étrangers. Dans ses recommandations, la commission d'experts doit mettre en balance les risques et les avantages économiques attendus : seigneurage (différence entre le coût d'émission de la monnaie et sa valeur nominale), intérêts créditeurs des réserves de change, amélioration de la cote de crédit, politique de croissance active, etc. Bien entendu, le "bouclier protecteur" de l'ancrage à l'euro, qui a jusqu'à présent empêché une inflation flagrante et des fluctuations des taux de change sur le marché monétaire, serait supprimé.

Selon Yves Ekoué Amaizo, directeur de l'Afrocentricity Think Tank et le professeur Nicolas Agbohoun, la mise en œuvre est un processus long qui devrait suivre trois voies parallèles : D'une part, la création d'un écosystème monétaire avec une monnaie nationale et une monnaie extérieure adossée à des matières premières (l'or). D'autre part, il faut créer des institutions monétaires, bancaires et financières indépendantes. L'accent doit être mis sur la numérisation et la sécurisation des transactions. Troisièmement, il faut choisir un canal de paiement en dehors du système SWIFT, sans pour autant refuser d'utiliser le système SWIFT. Il s'agit de se prémunir contre d'éventuelles sanctions.<sup>29</sup>

La sortie de l'UEMOA serait associée à une augmentation des coûts d'importation. L'échange du franc CFA contre l'"ECO", qui dépend toujours de Paris et a été reporté à 2027, ne jouera probablement pas de rôle dans la discussion, pas plus que la monnaie panafricaine que l'Union africaine s'efforce d'obtenir. En revanche, l'évolution de la situation au Zimbabwe est susceptible d'avoir une influence sur les discussions au sein de l'ASS, bien qu'indirectement. Le Zimbabwe tente pour la sixième fois depuis 2008 d'établir de manière permanente sa monnaie nationale - et cette fois-ci, elle est adossée à l'or.<sup>30</sup> L'émission en mai de billets de banque ZiG d'un montant de 100 millions de ZiG est destinée à remplacer le dollar zimbabwéen sans valeur, même si le dollar américain continue d'avoir cours légal. L'élection de Bassirou Diomaye Faye à la présidence du Sénégal - avec Ousmane Sonko comme Premier ministre - a également relancé le débat et augmenté la probabilité que le Sénégal choisisse de quitter le FrancCFA.

En résumé, sortir du FrancCFA et se défaire de la "chaîne néocoloniale" (Kwame Nkruma) pour atteindre la souveraineté économique doit être bien préparé.

Stéphane Séjourné, ministre français des Affaires étrangères, a déclaré



aux médias le 8 avril 2024 : “Nous ne sommes plus dans la gouvernance, nous n’avons plus de réserves en France pour assurer la convertibilité de la monnaie... Si les pays africains sont d’accord pour changer le nom et organiser différemment leur organisation monétaire, c’est la souveraineté des États, et nous voulons bien accompagner ce mouvement.” La France fait mine de rester en dehors du débat : “Ce n’est pas à la France d’avoir un avis là-dessus. Nous avons fait notre part en nous retirant de la gouvernance du CFA, maintenant c’est aux États africains de décider.”<sup>31</sup>

Cependant, la visite du général Michael Langley, commandant du United States Africa Command (Africom), au début du mois de mai au Bénin - État membre de l’UEMOA et voisin direct du Niger et du Burkina Faso - n’est qu’une indication supplémentaire que la lutte pour la souveraineté économique sera encore un processus long et contradictoire.

## BIBLIOGRAPHIE

- 1 Kwame Nkrumah : “Le néo-colonialisme, dernière étape de l’impérialisme”, New York 1965.
- 2 Fanny Pigeaud/Ndongo Samba Sylla : “La dernière monnaie coloniale de l’Afrique : L’histoire du franc CFA”. Londres 2021.
- 3 Koffi de Lomé : “Opinion : L’assassinat de Sylvanus Olympio deux jours avant qu’il ne retire le Togo de la zone franc CFA “Face2Face Africa 21. Jan. 2019. Godwin Tete : “ Le Franc CFA et l’assassinat de Sylvanus Olympio “ cvu-togo-diaspora 19. Jan. 2017.
- 4 Fanny Pigeaud/Ndongo Samba Sylla : “La dernière monnaie coloniale de l’Afrique : L’histoire du franc CFA”. Londres 2021.
- 5 Geschichte Afrikas. Teil IV. Afrika vom Zusammenbruch des imperialistischen Kolonialsystems bis zur Gegenwart“ Akademie-Verlag Berlin 1984, pp. 72 -77.
- 6 Joseph TCHUNDANG POUEMI : Monnaie, servitude et liberté. La répression monétaire en Afrique” Editions Jeune Afrique, 1980, 2ème édition en 2000.
- 7 Anis Chowdry, Jomo Kwame Sundaram : “La monnaie néocoloniale permet l’exploitation française” Revue mensuelle août 2022.
- 8 Fuites Wiki : <https://wikileaks.org/clinton-emails/emailid/12659>
- 9 Anis Chowdhury, Jomo Kwame Sundaram : “La monnaie néocoloniale permet l’exploitation française” Revue mensuelle août 2022.
- 10 Avec la disposition de ses propres réserves de change, cette expropriation est devenue obsolète.
- 11 Vgl. Anmerkung 9. *Le rapport sur l’Afrique* 6. Dez. 2019 : “Oubliez le consensus de Washington, rencontrez le consensus de Dakar”.
- 12 Les banques centrales de la BCEAO et de la BEAC ne sont plus soumises à l’obligation d’apporter une aide financière conformément aux règlements d’application de la loi. Vgl. Rohinton Medhora : “The allocation of seigniorage in the Franc Zone : The BEAC and BCEAO regions compared” in *World Development*, Volume 23, Issue 10, S. 1639 - 1824 (October 1995).
- 13 Kai Koddenbrock, Ndongo Samba Sylla : “Vers une économie politique de la dépendance monétaire. The Case of the CFA Franc in West Africa” Maxpo discussion paper No. 19/2, pp. 21 - 24.
- 13 Dans le cadre de la “révision du traité CFA”, le CFA a été dévalué de moitié le 12 janvier 1994 à la demande du Fonds monétaire international. Cela s’est fait du jour au lendemain, sans consultation, sans exception, sur simple notification de la *Banque de France*. Les multinationales ont alors pu acheter à des prix incroyablement bas des ressources minérales telles que l’uranium et l’or, ainsi que



des cultures telles que le café et le cacao. Les exportateurs africains doivent survivre à la menace de la ruine. Les importations d'engrais, de machines et d'appareils électroniques ont été immédiatement surévaluées. La poursuite de l'endettement public était inévitable, tout comme la privatisation des entreprises publiques. C'était du néolibéralisme à l'état pur.

<sup>15</sup> Razia Athman : "Widening protests against the CFA franc rage on" Business Africa 18. Sept. 2017.

<sup>16</sup> Cité dans Vijay Prashad, Kambale Musavuli : „Keine Marionetten mehr“ in : Junge Welt 2. Aug. 2023.

<sup>17</sup> Jeune Afrique 21. Juni 2019 : "Infographie Franc CFA, les personnalités, qui animent le débat".

<sup>18</sup> Kako Nubukpo : "Le sommet Afrique-France sera l'occasion de poser les questions qui fâchent". Jeune Afrique 27 avril 2021, aux côtés de Carlos Lopez, ancien secrétaire de la Commission de l'ONU pour l'Afrique, mais aussi de Dominique Strauss-Khan, ancien directeur général du Fonds monétaire mondial.

<sup>19</sup> Kako Nubukpo, Martial Ze Belinga, Demba Moussa Dembele et Bruno Tinel : "Sortir l'Afrique de la servitude montaire. A qui profite le franc CFA ?" Paris 2016. Outre Ndongo Zambia Sylla, l'ancien président du Parlement Mamadou Koulibaly et Nicolas Agbohhou de Côte d'Ivoire, ainsi que le panafricaniste Kemi Seba du Bénin, sont également favorables à l'abolition du CFA.

<sup>20</sup> Dela Apedjinou : „Eine polarisierende Währung. Die Debatten um die CFA-Franc“ Welttrends Mai 2021, pp. 37 - 41.

<sup>21</sup> Nadoun Coulibaly : "Franc CFA-Euro : la parité fixe, facteur de la résilience des économies de l'Uemoa et de la Cemac". Jeune Afrique 15. Nov. 2022.

<sup>22</sup> Joël Te-Lessia Assoko : "Une histoire du franc CFA, ce passé qui ne passe plus". Jeune Afrique <sup>22</sup>. Jan 2023.

<sup>23</sup> Cité dans le documentaire de la sénégalaise Katy Lena N'daye "Une histoire de franc CFA, l'argent, la liberté", diffusé sur la chaîne LCP le 4 février.

<sup>24</sup> Kako Nubukpo : "Le sommet Afrique-France sera l'occasion de poser les questions qui fâchent", Jeune Afrique 27. avril 2021. Jeune Afrique 26. Août 2021 : "La vie sans le franc CFA : sommes-nous prêts ?". Jeune Afrique 27. Jan. 2021 : "Cedeao : la réforme CFA/eco, victime collatérale du Covid-19".

<sup>25</sup> Folashade Soule, Camilla Toulmin : Professeur Kako Nubukpo : COVID-19 montre que les chaînes de valeur mondiales. ne doivent pas maintenir l'Afrique dans des chaînes de dépendance". Institute for New Economic Thinking 1.Sept. 2020.

<sup>26</sup> Agence Ecofin 18. Oct. 2022 : "UEMOA : le FCFA a perdu 24% de sa valeur par rapport au franc guinéen entre août 2021 et août 2022".

<sup>27</sup> Nadoun Coulibaly : "Franc CFA-Euro : la parité fixe, facteur de la résilience des économies de l'Uemoa et de la Cemac" Jeune Afrique 15. Nov. 2022.

<sup>28</sup> Agence Ecofin 1. Feb. 2024 : "LeBurkina Faso pourrait 'se attaquer' au franc CFA et quitter l'UEMOA (Ibrahim Traoré)".

<sup>29</sup> Mediapart 15. Fév. 2024 : „Afrique- AES : Bientôt une monnaie commune au sein de l'Alliance des Etats du Sahel ?“.

<sup>30</sup> Le Monde Afrique 10. Avril 2024 : "Au Zimbabwe, début chaotique pour le ZiG, nouvelle monnaie officielle".

<sup>31</sup> Agence Ecofin 9. Avril 2024 : "La France " a fait sa part du chemin en sortant de la gouvernance du fcfa " (Stéphane Séjourné)".

# NIGER-SAHEL: INGÉRENCE EN SURSIS

Raphaël Granvaud – rédigé le 27 septembre 2023

(mis en ligne le 27 février 2024)



*“A bas l’impérialisme” - des milliers de manifestants se rassemblent devant une base militaire française au Niger, août 2023.*

Comme au Mali et au Burkina Faso précédemment, la France récolte ce qu’elle a semé. L’échec de sa « guerre contre le terrorisme » et le paternalisme incurable des autorités françaises ont renforcé les mobilisations populaires contre la présence militaire française.

Dans la nuit du 26 au 27 juillet 2023, le président du Niger Mohamed Bazoum a été renversé par un coup d’État militaire mené par le général Abdourahmane Tiani, chef de la Garde présidentielle, rejoint par l’ancien chef d’état-major des armées, le général Salifou Mody. Ils ont été ralliés par les autres officiers de l’armée pour, selon leurs dires, « éviter un bain de sang ». Les putschistes se sont attribué le pouvoir sous le nom de Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP). Ces événements font écho aux scénarios survenus quelques mois plus tôt au Mali puis au Burkina Faso, même si chaque situation présente

des spécificités. Au Niger, si l'on en croit différentes publications, le général Tiani craignait de se voir à son tour écarté de son poste, après le limogeage en avril du général Mody. Bazoum lui aurait aussi demandé de rendre des comptes concernant les fonds dédiés aux actions spéciales de la Garde présidentielle, dont il jouissait plus librement sous le précédent président, Mahamadou Issoufou, dont il restait proche. L'attitude ambiguë d'Issoufou, plusieurs fois rapportée après le déclenchement du putsch, a également alimenté des suspicions sur sa complicité initiale avec les putschistes. Si Issoufou avait fait de Bazoum son dauphin, la volonté de ce dernier de reprendre le contrôle de la rente pétrolière constituait notamment une source de tension.

## UN CONTEXTE COMMUN

Au-delà des motivations des acteurs, un contexte commun semble avoir facilité la réalisation des coups d'État dans les trois pays (quatre si l'on compte le Tchad où une succession dynastique anticonstitutionnelle n'a pas été considérée comme un coup de force par la diplomatie française). Il ne s'agit sans doute pas tout à fait d'un hasard que ces coups d'État surviennent dans des pays en proie à des insurrections djihadistes, d'une part en raison des menaces sécuritaires qu'elles font peser sur les États, mais surtout parce que ces pays ont été engagés, depuis une décennie, dans la « guerre contre le terrorisme » aux côtés de la France. La logique quasi exclusivement sécuritaire qui a prévalu, parfois imposée de l'extérieur contre les logiques nationales, a échoué à venir à bout des groupes djihadistes, et leur a même permis de recruter davantage. En revanche, elle a contribué à renforcer le rôle, le pouvoir et l'importance politique des militaires. Dans les trois pays, les putschistes ont bénéficié de la disgrâce des régimes civils, jugés corrompus, incapables d'apporter des réponses aux crises sociale et sécuritaire touchant une part grandissante de la population, et considérés comme d'abord soumis aux intérêts des Occidentaux. Ce discrédit a été alimenté par l'échec des ingérences militaires étrangères à laquelle les présidents africains avaient – de plus ou moins bon gré – fait appel. Si l'on ne peut pas dire que les prises de pouvoir ont été directement dirigées contre la présence militaire et l'ingérence de la France, le paternalisme incurable des autorités françaises a ensuite précipité les ruptures, et ce d'autant plus facilement que le rejet de la politique africaine de la France est devenue un carburant très efficace pour mobiliser les citoyens africains qui veulent en finir avec les mécanismes de domination néocoloniaux les plus visibles (tutelle militaire, franc CFA, ingérence politique). Ce qui, dans le langage de la presse française, revient à prendre la France comme « bouc émissaire commode » (LeMonde.fr, 03/09/2023).

## LA FRANCE ET LA CEDEAO POUR LA GUERRE

Depuis deux décennies maintenant, la diplomatie française a pris l'habitude de s'abriter derrière les positions de l'Union africaine et des institutions régionales africaines... du moins tant que celles-ci sont conformes à ses intérêts. Ainsi, le Quai d'Orsay a-t-il d'abord « condamn[é] fermement toute tentative de prise de pouvoir par la force » et s'est « associ[é] aux appels de l'Union africaine et de la CEDEAO [Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest] pour rétablir l'intégrité des institutions démocratiques nigériennes [1] ». Le lendemain, le président Macron a à son tour condamné le putsch « avec la plus grande fermeté » et annoncé la tenue d'un Conseil de défense à l'Élysée pour le 29 juillet, à l'issue duquel les aides budgétaires au Niger ont été suspendues. Mais le pouvoir français ne se contente jamais d'un simple soutien aux institutions africaines. D'une part, il tente d'orienter leurs décisions, et d'autre part il ne se prive pas de forcer leur interprétation. La présidence Macron n'a pas fait pas exception à la règle.



« À bas la France et la CEDEAO » – manifestants en août 2023

La CEDEAO n'est certes pas une simple courroie de transmission de l'impérialisme français, mais la France compte quelques chefs d'États alliés en son sein sur lesquels elle peut s'appuyer. Si la France ne participe pas formellement aux débats de la CEDEAO, elle se comporte quasiment comme un de ses membres. En amont comme en aval du sommet qui s'est réuni à Abuja le 30 juillet, le président français s'est entretenu avec de nombreux chefs d'État pour faire prévaloir sa position. Outre des intérêts convergents avec certains pays francophones comme la Côte d'Ivoire ou le Sénégal, la volonté française de faire adopter les sanctions économiques les plus lourdes et le principe d'un recours à la force pour rétablir la légalité constitutionnelle au Niger coïncidait alors avec la position du président nigérian, qui assure la présidence tournante de l'organisation. Il en allait de la crédibilité de la CEDEAO après que cette dernière a décidé en fin 2022 de créer une force régionale (toujours virtuelle) contre les coups d'État et le terrorisme.

La veille du sommet consacré au Niger, le CNSP a dénoncé un « plan d'agression contre le Niger » et, pendant le sommet, des manifestants nigériens s'en sont pris violemment à l'ambassade de France. Le CNSP a justifié cette action par « un ressentiment consécutif à l'attitude déstabilisatrice d'une chancellerie occidentale ». À la télévision nationale, son porte-parole a également accusé la France d'avoir cherché, « avec la complicité de certains Nigériens », à « obtenir des autorisations politiques et militaires nécessaires » pour lancer une opération militaire sur le palais présidentiel (Communiqués du 30/07/2023). Le journal *Le Monde* (31/07/2023) n'y voyait alors qu'une « accusation hyperbolique à laquelle nul n'a jugé bon de répondre à ce stade », de même que les alertes des putschistes après l'atterrissage d'un avion militaire français sur le tarmac de l'aéroport deux jours plus tôt, relevaient selon lui de la « paranoïa ». Trois semaines plus tard, les journalistes du quotidien français ont pourtant publié une nouvelle enquête qui a confirmé « qu'une demande d'intervention a été adressée aux Français présents à Niamey dans les heures qui ont suivi le coup d'État (...), et que cette requête a été sérieusement considérée » par les autorités françaises. Un conseiller du président Bazoum rapporte : « Ils nous ont dit qu'ils étaient en mesure de faire l'opération, que ça ne toucherait pas le président. » Mais ce dernier, qui croyait une issue négociée encore possible, s'y est opposé. Par ailleurs, « entre le moment où la demande avait été formulée et celui où les Français auraient pu intervenir, une partie des loyalistes étaient passés du côté des putschistes. » Paris était donc également devenu « réticent », rapporte *Le Monde* (19/08/2023).

## LES INTÉRÊTS FRANÇAIS

En dépit des dénégations de la ministre française des Affaires étrangères sur BFM-TV (31/08/2023), la France n'a pas pour autant abandonné ensuite la voie d'une solution militaire. Assurés du soutien français, les chefs d'État de la CEDEAO ont décidé le 30 juillet d'instaurer un blocus économique immédiat à l'encontre du Niger, mais aussi de lancer un ultimatum d'une semaine pour rétablir le président Bazoum dans ses fonctions, faute de quoi, « toutes les mesures nécessaires » seraient prises, y compris « l'usage de la force ». Le même jour, en réaction aux actions contre l'ambassade, l'Élysée a promis par un communiqué une réplique « immédiate et intractable » à « quiconque s'attaquerait aux ressortissants, à l'armée, aux diplomates et aux emprises françaises ». Le président Macron « ne tolérera aucune attaque contre la France et ses intérêts », assurait-on. Les intérêts français au Niger sont essentiellement de deux ordres : uranium et présence militaire. Ne reste à ce jour qu'une mine d'Orano (ex-Areva) en activité. La firme française conserve toutefois un autre gisement, Imouraren, décrit comme le deuxième en taille sur le continent africain, mais dont la faible teneur en uranium rend l'exploitation peu rentable si les cours sur le marché sont trop bas. Orano étudie actuellement la possibilité d'extraire l'uranium par pompage après projection d'acide, selon la méthode In-Situ Recovery (ISR) utilisée au Kazakhstan. Par ailleurs, si le nucléaire civil français a diversifié son approvisionnement, l'uranium à usage militaire semble toujours provenir en totalité du Niger. Quant à la présence militaire, la France conservait 1500 soldats encore engagés dans la « guerre contre le terrorisme » après la clôture de l'opération Barkhane, et entendait bien les maintenir.

Le 1er août, la France a procédé à l'évacuation de ses ressortissants présents au Niger, rendant crédible la perspective d'une intervention militaire lancée avec son soutien. Le 3 août, le CNSP annonce alors la rupture des accords militaires existant entre le Niger et la France, ce qui revient à demander le départ des militaires français présents sur place. Demande jugée nulle et non avenue par l'Élysée qui considère que le président Bazoum, qui a refusé de démissionner, reste la seule autorité légitime à même de faire cette demande. Le 5 août, à la veille de l'expiration de l'ultimatum de la CEDEAO, la ministre française des Affaires étrangères invite les Nigériens à « prendre très au sérieux » la menace d'une intervention régionale. Le 10 août, après un nouveau sommet, la CEDEAO ordonne l'« activation immédiate » de sa « force en attente » (qui n'existe en réalité que sur le papier), mais dit néanmoins privilégier une résolution diplomatique de



la crise. Paris fait immédiatement savoir son « son plein soutien à l'ensemble des conclusions adoptées ».

## UNE INTERVENTION DE MOINS EN MOINS CRÉDIBLE

En réalité, la France affiche une position d'autant plus ferme que l'hypothèse d'une intervention paraît fragile, en raison notamment des divisions africaines. Le Niger et le Burkina Faso ont fait savoir qu'ils étaient prêts à défendre militairement le Niger en cas d'agression. Face à un risque d'embrasement général dans une région déjà meurtrie par les groupes armés, djihadistes ou non, peu de pays sont disposés à se lancer dans une aventure militaire incertaine et le consensus de façade n'a pas tardé à se lézarder. D'autant que l'Algérie a mis en garde la CEDEAO contre l'éventualité d'une opération militaire. Mi-août, le Conseil de paix et de sécurité de l'UA s'est abstenu de soutenir les résolutions de la CEDEAO, contrairement à la pratique habituelle, en raison des dissensions africaines. Or, selon les statuts de cette organisation, en l'absence de légitime défense, l'usage de la force est conditionné à la double autorisation de l'Union africaine et des Nations Unies.

Moins l'intervention de la CEDEAO a paru crédible, et plus le président français a versé dans la surenchère. À l'occasion de la Conférence annuelle des ambassadrices et des ambassadeurs, le 28 août, il s'est même livré à un véritable feu d'artifice. Défendant le bilan militaire de la France au Sahel, il a accusé ceux qui parlent de « défaite » de reprendre « les arguments de l'ennemi ». Récusant la rhétorique des nouveaux dirigeants de ces pays, il a même versé dans l'injure fort peu diplomatique. « Si on cède aux arguments inadmissibles de cette alliance baroque des prétendus panafricains avec les néo-impérialistes, on vit chez les fous », a asséné le président français. Il a également salué le travail de l'ambassadeur de France à Niamey, Sylvain Itté, objet d'un nouveau bras de fer. Le CNSP venait d'exiger son départ, demande à nouveau refusée car n'émanant pas des autorités légitimes. Accessoirement, Itté est tristement connu au Niger (et dans d'autres pays auparavant) pour sa morgue toute macronnienne et plusieurs dérapages sur les réseaux sociaux. « Nous soutenons l'action diplomatique de la CEDEAO et militaire quand elle le décidera », a enfin réaffirmé Macron, mettant en garde les hésitants : « j'appelle tous les États de la région à avoir une politique responsable parce qu'il faut être clair : si la CEDEAO abandonne le président BAZOUM, je pense que tous les présidents de la région sont à peu près conscients du destin qu'il leur sera réservé ».

## SURENCHÈRE ET ISOLEMENT DIPLOMATIQUE

Mais il paraît à peu près évident aujourd'hui que le bellicisme et l'arrogance des autorités françaises ont eu un effet contre-productif jusque sur ses partenaires les plus proches. D'abord parce que la position diplomatique de la France a grandement aidé les militaires putschistes à se parer d'une légitimité et d'un soutien populaire qui n'étaient pas initialement acquis. Au départ, des défenseurs connus des droits humains, des activistes anti-impérialistes ou anti-corruption, y compris parmi ceux qui avaient goûté à la répression et à la prison sous Issoufou et Bazoum, ont critiqué ou condamné le coup d'État. Mais face au risque d'agression militaire brandie par la CEDEAO et la France, les mobilisations contre la présence militaire française et pour la défense des nouvelles autorités se sont confondues et sont allées crescendo, ralliant une part grandissante de la classe politique, des organisations de la société civile et de la population. Début septembre, alors que les tensions entre le Niger et la France atteignaient leur point d'orgue, ce sont plusieurs dizaines de milliers de Nigériens et Nigériennes qui sont descendu.e.s manifester à Niamey pour réclamer le départ des militaires français. Le Niger, depuis longtemps présenté comme un modèle de démocratie par les autorités françaises, était en réalité un régime gangréné par la corruption (ce qui n'est pas une spécificité africaine), maniant facilement la répression à l'encontre des opposants, et dans lequel les irrégularités électorales n'étaient pas absentes. Ceci explique aussi en partie, comme au Mali et au Burkina, le soutien populaire accordé aux militaires en dépit des mesures liberticides prises dans ces trois pays, notamment contre la presse, et du risque de confiscation durable du pouvoir.

Dans cette situation, les partenaires occidentaux de la France au Sahel ont rapidement décidé de la laisser faire cavalier seul, de crainte de voir leur présence également rejetée. À l'occasion de son fameux discours aux ambassadeurs, Macron a dénoncé le lâchage de ses alliés et raillé les voix qui « de Washington aux capitales européennes (...) expliquaient de ne pas en faire trop, que ça devenait dangereux ». L'Union européenne a endossé sans difficultés la politique de sanctions économiques, mais refusé le soutien à une intervention militaire. Les pays européens craignent de ne plus pouvoir utiliser le Niger, un des pays pivots dans le cadre de l'externalisation de la politique européenne de répression des migrants. En 2015, l'UE avait par exemple fait pression sur le Niger pour qu'il adopte une législation, « en partie rédigée par des fonctionnaires français » (Le Monde Diplomatique, 01/07/2019), criminalisant les activités économiques liées à l'accueil et au transport des migrants, alors que la liberté



de circulation est théoriquement garantie au sein de la CEDEAO. L'éventualité d'un nouveau conflit dans la région est aussi perçue comme un risque de renforcement des migrations à destination de l'Europe.



« Toutes les bases de la France out »

Le Département d'État américain, lui, a depuis le début usé de contorsions rhétoriques pour ne pas parler de coup d'État, lequel impliquerait légalement une suspension de la coopération sécuritaire, et adopté une position plus souple pour ne pas rompre le dialogue. Début août, les services du président Biden ont également informé la France et la CEDEAO qu'ils ne soutiendraient pas financièrement ou logistiquement une éventuelle intervention militaire et ont ensuite déclaré publiquement qu'ils ne souhaitaient pas mettre fin à leur partenariat avec le Niger après avoir investi « des centaines de millions de dollars » dans leurs bases militaires. Les drones américains ont depuis repris leurs activités de surveillance de la région. L'activité militaire au Sahel n'est pas considérée comme prioritaire par les autorités américaines, mais il s'agit aussi de ne pas laisser les nouvelles autorités nigériennes chercher du soutien du côté des Russes. On aurait tort de penser que les États-Unis et les autres pays européens ont délibérément poussé les militaires français vers la sortie. La répartition des tâches qui prévalait – risques opérationnels pour

les Français, coopération, soutien logistique et fourniture de renseignements pour les autres – leur convenait jusque-là. Mais le rejet de la présence française les amène à privilégier leurs intérêts et à revoir les partenariats noués avec la France. Les mesures de représailles adoptées récemment par la France à l'encontre des artistes et des étudiants sahéliens, interdits de séjour en France, vont encore accroître l'hostilité populaire à l'encontre des autorités françaises.

## QUELLES PERSPECTIVES?

Comme c'était prévisible, après avoir été chassés du Mali puis du Burkina Faso, la France a été contrainte d'annoncer la fermeture de sa base militaire au Niger. Officiellement, cette hypothèse n'était pas à l'ordre du jour jusqu'à la fin septembre. Mais le ministère français de la Défense a d'abord reconnu, en off, que des discussions avaient été entamées pour organiser le « redéploiement » d'une partie des militaires français réduits au chômage technique. Finalement, après plusieurs semaines de blocus quasi-complet de l'ambassade et de la base militaire française, Macron a été obligé, à l'occasion d'une intervention télévisée le dimanche 24 septembre, d'annoncer le retrait de son ambassadeur et des militaires français avant la fin de l'année, pour qu'ils ne restent pas « les otages des putschistes ». Une victoire pour les militaires au pouvoir et les manifestant.e.s nigérien.ne.s qui se relayaient devant les enclaves françaises. Il est vraisemblable que la France va s'efforcer, en contrepartie, d'accroître sa coopération et sa présence militaire dans d'autres pays également menacés par les groupes djihadistes (Togo, Bénin, Ghana, Guinée, Sénégal). Mais la fermeture de la base militaire du Niger, après celles du Mali et du Burkina Faso, offre une opportunité pour imposer dans le débat public la revendication d'un retrait de tout le dispositif militaire français d'Afrique, et la fin de toute ingérence. Signe des temps, le philosophe médiatique Achille Mbembe qui, dans son rapport remis à Macron à l'issue du sommet Afrique-France de Montpellier, avait oublié de préconiser la fermeture des bases françaises et la fin du franc CFA, s'en souvient désormais. A lire la presse française des dernières semaines, on sent déjà comme un vent de panique chez certains éditorialistes et un grand nombre de politiques qui plaident en faveur d'une réforme urgente de la politique africaine de la France... pour ne pas perdre toute influence. Les mêmes mettent volontiers cette perte d'influence au Sahel sur le compte des manœuvres informationnelles russes, sans voir que le succès de la propagande sur les réseaux sociaux et la présence de drapeaux russes dans les manifestations sont les symptômes et non la cause du rejet de la politique africaine de la France. Il faut espérer qu'une nouvelle ère s'ouvre, mais se garder de crier victoire trop tôt.

D'une part, il faut se souvenir que c'est dans les périodes de crise que l'impérialisme français déploie ses capacités de nuisances les plus fortes et les plus violentes. La population ivoirienne, notamment à Abidjan en 2004 et en 2011, s'en souvient. La politique africaine de la France doit donc être complètement désarmée. Mais l'idée selon laquelle la « grandeur » et la « responsabilité historique » de la France sur la scène internationale doivent être maintenues, et ne peuvent l'être qu'en continuant à assurer le rôle de gardien de l'ordre en Afrique francophone, est profondément ancrée dans la classe politique française. D'autre part, un véritable bilan ne pourra être établi qu'au terme d'une période un peu longue : au cours de son histoire, la présence militaire française en Afrique a, selon les pays, connu des retournements de situation parfois inattendus. De plus, l'instrument militaire n'est qu'un des moyens qui concourt au maintien de relations de domination, les outils économiques et financiers, à commencer par la dette et le Franc CFA, restant d'une redoutable efficacité. Enfin, les discours récurrents sur la mort de la Françafrique ont souvent eu comme effet, sinon comme objectif, de masquer ces mécanismes, de freiner les prises de conscience et d'empêcher les mobilisations encore nécessaires.

*Cet article a été initialement édité et publié par Survie le 27 février 2024, et a été mis à disposition par l'auteur et le collectif en solidarité avec le Zetkin Forum. Survie est une association de mobilisation et de lutte pour la résistance au néocolonialisme français en Afrique, qui mène diverses campagnes et actions avec une grande couverture sur le continent. Pour plus d'informations, consultez le site [survie.org](http://survie.org).*



Plateforme européenne qui soutient les échanges internationaux en conformité avec les principes de l'internationalisme, de l'antifascisme, du progrès social et de la recherche scientifique.